



**TRAVAUX DE REALIMENTATION ELECTRIQUES DU POSTE  
HT/BT 812 SUR LA BOUCLE DU POSTE HT/BT BMX1213  
(MASURCA/RAPSODIE) DU REACTEUR JULES HOROWITZ  
(RJH)**

**MARCHE N° 4000xxxxxx**

ENTRE :

**Le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Monsieur Guillaume VILLARD**, agissant en qualité de Directeur Sécurité et chantier du projet RJH (Réacteur Jules Horowitz),

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part

ET :

La société **XXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXX sous le numéro XXXXXXXX, dont le siège social est situé XXX. représentée par **XXX**, agissant en qualité de XXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	: OBJET .....	3
ARTICLE 2	: DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3	: DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	4
ARTICLE 4	: CONDITIONS D' EXECUTION.....	4
ARTICLE 5	: DISPOSITIF DE SUIVI ET CONTROLE DES PRESTATIONS .....	6
ARTICLE 6	: NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHÉ .....	7
ARTICLE 7	: PRIX - CONDITIONS FINANCIERES .....	8
ARTICLE 8	: ECHEANCIER DE PAIEMENT.....	9
ARTICLE 9	: CONDITIONS DE FACTURATION .....	10
ARTICLE 10	: SOUS-TRAITANCE .....	10
ARTICLE 11	: DELAI D'EXECUTION .....	10
ARTICLE 12	: PENALITES .....	11
ARTICLE 13	: QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT.....	12
ARTICLE 14	: BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES).....	12
ARTICLE 15	: RECEPTION-GARANTIE.....	12
ARTICLE 16	: JURIDICTION COMPETENTE .....	13
ANNEXE 1	: DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRES (DPGF) .....	14
ANNEXE 2	: OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL.....	15
ANNEXE 3	: PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES.....	19
ANNEXE 4	: PLANNING DU TITULAIRE.....	21

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	2/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**Affaire suivie techniquement par :**

Nom : MATRAY Michael

Email : [Michael.MATRAY@cea.fr](mailto:Michael.MATRAY@cea.fr)

Tel : 04.13.58.02.06

**Affaire suivie commercialement par :**

Nom : EL INOUBLI Thabet (SCALIAN)

Email : [thabet.el-inoubli@cea.fr](mailto:thabet.el-inoubli@cea.fr)

Tel : 04.13.58.06.06

**ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent marché, ci-après désigné « Marché », a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de travaux de réalimentation électrique du poste HT/BT 812 sur la boucle du poste HT/BT BMX1213 (MASURCA/RAPSODIE) du Réacteur Jules Horowitz (RJH).

Le marché est réalisée pour le compte du Projet RJH du CEA/Cadarache, qui assure la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage du Projet RJH.

**ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché (et de ses annexes), lesquelles prévalent :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-03243-TEL,
- le Cahier Des Charges (CDC) référencé DOC-0047932 Ind. A du 20/01/2026,
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Janvier 2022),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée xxxxx en date du XX/2026.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur de sa mission, objet du marché ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données ou d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission les prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Le Titulaire est tenu de signaler par écrit au CEA, avant toute exécution, toute erreur ou omission et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la parfaite exécution du marché. Une fois l'exécution des prestations concernés commencées, le Titulaire est réputé ne pas avoir d'observation.

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	3/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

### **ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations, objet du marché, seront réalisées conformément aux dispositions des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le marché est structuré en une part ferme et forfaitaire et une part estimative, décomposées comme suit :

#### **3.1 PART FERME ET FORFAITAIRE**

- Poste 1 : Consolidation des études
- Poste 2 : Préparation aux coupures et reprises en secours
- Poste 3 : Nouvelle Liaison HTA entre Poste HT/BT 1213 BMX et Poste HT/BT 812
- Poste 4 : Récupération de la liaison existante entre le poste 1213 et le poste 63kv
- Poste 5 : Liaison GTC entre le poste HT/BT 812 et le poste HT/BT 1213
- Poste 6 : Liaison Comptage entre le poste HT/BT 812 et le poste HT/BT 1213
- Poste 7 : Suppression des liaisons existantes entre les postes HT/BT 811 et 812
- Poste 8 : Liaison CFA en attente entre le poste HTA/BT 812 et le poste HTA/BT 1213
- Poste 9 : Mise à jour GCT suite à travaux
- Poste 10 : Repli de chantier

#### **3.2 PART ESTIMATIVE POUR PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES :**

Une part estimative pour un montant plafond indiqué à l'article 7.2.2 est mise en place pour des prestations complémentaires qui entrent dans le domaine d'activité du présent Marché mais qui ne s'inscrivent pas dans le cadre des prestations prévues à l'article 3.1 supra, elles sont liées à des modifications sur devis préalables ou aléas de chantier (prestations spécifiques sur la base du Bordereau Général de Prix (Bordereau de prix complémentaires)).

Seuls pourront être pris en compte et imputés sur cette part, les AMC instruits et réalisés conformément aux dispositions de l'article 6.2 dument acceptés et signés par le CEA. Ce montant estimé est plafonné et ne constitue pas un engagement de dépenses pour le CEA.

#### **3.3 LIVRABLES DOCUMENTAIRES**

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences (attendus, critères et délais) décrites au §7.1.3 du cahier des charges précité à l'article 2.

Tous les documents devront être acceptés par le CEA et seront la propriété du CEA, après leur acceptation.

Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités.

### **ARTICLE 4 : CONDITIONS D' EXECUTION**

#### **4.1 CONDITION GENERALES D'EXECUTION**

Les prestations seront en tous points conformes aux documents applicables (article 2 supra) et seront réalisées conformément aux prescriptions des textes et des normes en vigueur.

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	4/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui seront remises par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, le Titulaire doit relever sur place, tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir son prix ferme et forfaitaire. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas, prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du chantier.

Il est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du Marché, étant précisé que toutes prestations défectueuses seront reprises par lui dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA. Lorsque le CEA constate des non conformités avant la réception du Marché, il peut ordonner leurs mises en conformité. Les mises en conformité sont réalisées à ses frais par le Titulaire dans les plus brefs délais fixés par le CEA.

#### **4.2 OBLIGATION DE RESULTAT**

Les prestations objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent marché, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA).

Le Titulaire du présent marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans ses documents contractuels.

#### **4.3 OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION**

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### **4.4 CONFIDENTIALITE**

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

#### **4.5 CONFLIT D'INTERET**

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	5/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

#### **4.6 LIEU D'EXECUTION**

Les prestations se dérouleront dans les locaux du Titulaire et sur le chantier du RJH, chantier clos et indépendant sur le site du CEA Cadarache.

#### **4.7 TRAÇABILITE**

L'ensemble des actions réalisées ou prévues par le Titulaire, à son initiative ou consécutivement à une demande du CEA doit faire l'objet d'un enregistrement précis permettant la traçabilité des opérations.

#### **4.8 CONFORMITE AUX NORMES**

Les prestations seront exécutées conformément aux règles de l'art, et aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définition de référence mentionnés dans la STA. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

Le Titulaire sera toujours réputé s'être assuré de l'exactitude des descriptifs / indications / informations qui lui seront remis par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

#### **4.9 RESPONSABILITES**

##### **4.9.1 Responsabilité de fonctionnement**

Le Titulaire est responsable de la bonne réalisation des prestations définies dans le CDC et le Marché.

##### **4.9.2 Responsabilité d'encadrement**

Pendant toute la durée du Marché, le Titulaire assure l'ensemble des obligations attachées à sa qualité d'employeur de son personnel.

#### **4.10 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

##### **4.10.1 Suivi et contrôle des prestations**

Les modalités de suivi de la prestation sont définies dans le §10 du cahier des charges référencé DOC-0047932 Ind. A.

##### **4.10.2 Correspondants techniques**

Dans le cadre de l'exécution du Marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

##### **Pour le CEA :**

Nom : Michael MATRAY

Email : Michael.MATRAY@cea.fr

Tél. : 04.13.58.02.06

##### **Pour le Titulaire :**

Nom : XXXXX

Email : XXXXXXXX

Tél : XXXXXXXX

Le CEA et le Titulaire pourront changer de responsable en cours de Marché. Tout changement sera notifié à l'autre partie par simple courrier au plus tard sous 8 jours à compter de sa prise d'effet.

### **ARTICLE 5 : DISPOSITIF DE SUIVI ET CONTROLE DES PRESTATIONS**

#### **5.1 DISPOSITION GENERALES**

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

#### **5.2 REUNIONS**

Les réunions relatives au Marché comprennent :

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	6/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- une réunion d'enclenchement qui marquera le J0 de la prestation (§11 du cahier des charges).
- des réunions spécifiques, en fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordres technique, commercial ou contractuel, les interlocuteurs pourront se réunir, sans frais supplémentaires, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

### 5.3 COMPTE-RENDU

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

## **ARTICLE 6 : NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHE**

Les décisions notifiées au Titulaire, dans le cadre de l'exécution du Marché pourront être de 2 natures :

- La notification d'une disposition prévue au Marché (mise à disposition, transmission de donnée d'entrée, ect...),
- La notification d'une disposition non prévue au Marché (modification du contenu de la prestation ou des dispositions contractuelles, prestations complémentaires sur devis préalables).

### 6.1 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS PREVUES AU MARCHE

Dans le cadre de sa mission de suivi de l'exécution du Marché, le CEA notifie au Titulaire l'ensemble des dispositions contractuelles prévues au marché pour exécution par Ordre de service (OS). Ces derniers sont émis, instruit et validé par le CEA.

L'Ordre de Service (OS) est l'acte unilatéral écrit par lequel le CEA précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du Marché (mise à disposition, transmission de données d'entrée, franchissement de jalon...). Le Titulaire doit en accuser réception datée. Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au CEA dans un délai de 10 jours ouvrés.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, à l'exception d'une modification substantielle du Marché au sens de la jurisprudence administrative.

### 6.2 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS NON PREVUES AU CONTRAT (TRAITEMENT DES MODIFICATIONS)

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des dispositions non prévues au Marché. Il s'agit d'évolutions, en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différentes missions définies au Marché.

Les échanges entre le Titulaire et le Projet RJH en matière d'évolutions sont formalisés par une Fiche Descriptive de Modification Titulaire (FDM). La FDM est le descriptif technique d'une évolution demandée par le Titulaire ou demandée au Titulaire par le Projet RJH.

La FDM n'est jamais « exécutoire ». L'exécution d'une FDM nécessite un Accord pour Modification de Contrat (AMC) signé par le Titulaire et le Projet RJH.

A l'issue de l'instruction d'une FDM, et après convergence, un Accord pour Modification de Contrat (AMC) est notifié au Titulaire par le CEA qui entérine l'accord des parties.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter ces modifications.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues.

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	7/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

De même, le Titulaire doit immédiatement signaler au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir procédé à cet avis motivé, dans les 10 jours de la découverte de tels vices, risques, erreurs, omissions, incohérences ou contradictions ou de la survenance de telle circonstance imprévue, il ne pourra prétendre à aucun délai et / ou rémunération complémentaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu à commencement d'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu l'AMC correspondant signé du CEA.

### 6.3 ÉTABLISSEMENT DU PRIX DES MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Le coût des modifications sera arrêté par application des prix unitaires figurant dans les décompositions de prix en annexes du Marché. A défaut de prix unitaires adaptés, le coût de la modification sera établi sur devis détaillé soumis à l'approbation du CEA, à partir de prix élémentaires figurant dans les sous-détails de prix remis par le Titulaire et joints au Marché.

Si dans le cadre d'une modification demandée au Titulaire, ce dernier ne peut que sous-traiter à un tiers, le Titulaire consulte avec mise en concurrence (au minimum 3 devis) et justifie de manière expresse la motivation de son choix.

Le prix est alors déterminé par l'application d'un coefficient de peines et soins au prix d'achat hors taxes de ces sous-traitances ou approvisionnements, sur présentation de la facture du tiers.

Les prix des modifications seront établis aux conditions économiques du Marché.

### 6.4 REMISE DE L'OFFRE DE PRIX AU CEA

Le Titulaire dispose de 10 (dix) jours ouvrés pour remettre sa proposition de prix au CEA à partir de la date à laquelle le besoin lui a été signifié par le CEA.

Si le Titulaire n'a pas fait connaître sa proposition à l'expiration de ce délai ou si le Titulaire et le CEA ne sont pas parvenus à un accord sur les prix proposés, les modifications du marché (sont notifiées au Titulaire au moyen d'un AMC à prix provisoires, exécutoire sur la base de prix provisoires arrêtés par le CEA.

Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans un délai de 15 (quinze) jours ouvrés suivant la notification par AMC des modifications du marché, il n'a pas présenté d'observation au CEA avec toutes les justifications utiles.

Lorsque le CEA et le Titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'une révision de l'AMC pour correction du prix.

### 6.5 AVENANT

Les prestations, objet de modifications autres que celles définies à l'article 3.2 ou en cas de dépassement du montant plafond de la part estimative définies à l'article 7.2.2, ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant, signé sans réserve par le Titulaire.

## **ARTICLE 7 : PRIX - CONDITIONS FINANCIERES**

### 7.1 CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

Les prix sont forfaitaires, en conséquence ils intègrent les frais de déplacement et moyens nécessaires et s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Les prix applicables au présent marché sont définis en annexe 1, ils sont définitifs et établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre soit XX/2026.

### 7.2 MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du Marché s'élève à la somme globale, ferme et forfaitaire de **XXX XXX,XX €HT** (xxxxxxxxxxxxx euros hors taxe) se décomposant comme suit :

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	8/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



### 7.2.1 Part ferme et forfaitaire

Le montant total des prestations s'élève à la somme révisable et forfaitaire de **XXXXXX €HT**, décomposé comme suit :

- Poste 1 : Consolidation des études xxx €HT
- Poste 2 : Préparation aux coupures et reprises en secours xxx €HT
- Poste 3 : Nouvelle Liaison HTA entre Poste HT/BT 1213 BMX et Poste HT/BT 812  
xxx €HT
- Poste 4 : Récupération de la liaison existante entre le poste 1213 et le poste 63kv  
xxx €HT
- Poste 5 : Liaison GTC entre le poste HT/BT 812 et le poste HT/BT 1213  
xxx €HT
- Poste 6 : Liaison Comptage entre le poste HT/BT 812 et le poste HT/BT 1213 xxx €HT
- Poste 7 : Suppression des liaisons existantes entre les postes HT/BT 811 et 812 xxx €HT
- Poste 8 : Liaison CFA en attente entre le poste HTA/BT 812 et le poste HTA/BT 1213 xxx €HT
- Poste 9 : Mise à jour GCT suite à travaux xxx €HT
- Poste 10 : Repli de chantier xxx €HT

### 7.2.2 Part estimative sur devis préalables

Le montant total de la part estimative sur devis préalable s'élève à la somme de **XXXX €HT**. Ce montant est plafonné à 10% du montant total du Marché.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépenses du CEA.

## **ARTICLE 8 : ECHEANCIER DE PAIEMENT**

### 8.1 PART FERME

Le montant de la part ferme sera facturé par le Titulaire après acceptation de l'ensemble des livrables et/ou prestations sur PV signé par le CEA, comme suit :

#### Études

- 10 % du montant total HT de la part ferme à l'issue du jalon J1 après acceptation sans réserve des livrables documentaires par le CEA.

#### Approvisionnements

- 20 % du montant total HT de la part ferme au constat d'approvisionnement du matériel des postes 3, 4, 5, 6, et 8, correspondant à la fourniture des équipements prévue.

#### Travaux et essais sur site

- 60 % du montant total HT de la part ferme à la fin des travaux sur site, essais, raccordement et assistance, après acceptation sans réserve du CEA.

#### Fin des travaux et repli de chantier

- 10 % du montant total HT à la réception prononcé par le CEA.

### 8.2 PAIEMENT DES MODIFICATIONS DU MARCHÉ

#### 8.2.1 Principe général

D'une manière générale, les modifications instruites et notifiées au TITULAIRE par AMC seront facturées suivant les dispositions de paiements de chaque AMC dans la limite d'un plafond défini à l'article 7.2.2.

Dans le cas où le plafond défini à l'article 7.2.2 serait atteint, le paiement d'une modification du Marché, instruite et notifiée par AMC au TITULAIRE (cf. Article 6.2), aura lieu après la signature sans réserve d'un avenant au Marché la prenant en compte et sa notification consécutive par le CEA.

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	9/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

En conséquence, les modifications du besoin qui ont fait l'objet d'AMC seront facturées par le TITULAIRE après exécution des prestations correspondantes dès la notification par le CEA d'un avenant au Marché les contractualisant. Leurs montants seront facturés conformément aux conditions de paiement définies dans les AMC.

### 8.2.2 Exceptions : Prestations complémentaires sur devis préalables

Les modifications associées à la part prestations complémentaires sur devis préalables, instruites et notifiées au Titulaire par AMC seront facturées suivant les dispositions précisées sur chaque AMC , dans la limite du plafond défini à l'article 7.2.2.

## **ARTICLE 9: CONDITIONS DE FACTURATION**

### **9.1 MODALITES DE FACTURATION**

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le TITULAIRE au titre du Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- Le code service : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : 4000XXXXXX.

Pour tout renseignement :

- Mail générique : [RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr)
- ligne dédiée : 01 69 08 47 50
- difficultés techniques dans CHORUS : [CONTACT\\_DEMAT@cea.fr](mailto:CONTACT_DEMAT@cea.fr).

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

### **9.2 REGIME FISCAL**

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA. Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

## **ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE**

Outre les dispositions de l'article 7 des CGA qui sont applicables, il est précisé que :

- Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.
- Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du Marché relatives aux prestations sous-traitées.
- La sous-traitance totale est interdite.

## **ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION**

### **11.1 DUREE DU MARCHE**

Les prestations sont conclues pour une durée de XX mois fermes à compter de la date de la réunion d'enclenchement (J0).

Le Titulaire s'engage à réaliser l'intégralité des prestations, objet du présent marché, dans le respect du phasage de son planning d'exécution accepté par le CEA lors de la réunion d'enclenchement.

Les délais des différents jalons contractuels sont définis tels que ci-dessous :

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	10/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Jalons	Intitulés	Délais
J0	Réunion d'enclenchement	T0
J1	Études	T0 + X mois
J2	Fournitures des équipements	T0 + X mois
Je3	Mise à disposition CEA de la boucle HTA	T1
J3	Travaux et essais sur site	T1 + X mois
J4	Constitution du DOE	T1 + X mois
Je5	Remise sous tension CEA de la boucle HTA	T2
J5	Assistance aux essais d'ensemble	T2 + X mois

## 11.2 RECEPTION

L'ensemble du Marché fait l'objet d'une réception, prononcée conformément aux dispositions des articles 30 et 34 des Conditions Générales d'Achat du C.E.A.

La réception du Marché est prononcée au terme de l'acceptation de la totalité des obligations du TITULAIRE.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par le Titulaire et le CEA.

## ARTICLE 12 : PENALITES

En complément des dispositions énoncées par les CGA concernant les pénalités, il est fait application des dispositions contractuelles ci-après en cas de dysfonctionnements constatés dans le déroulement de la prestation.

N°	CONDITION D'APPLICATION	PENALITES
P1	Retard dans la remise des livrables d'études (J1), induisant un décalage de l'approvisionnement ou du calendrier d'exécution.	500€ par jour calendaire de retard
P2	Retard dans les approvisionnements (J2), induisant un décalage de la mise à disposition de la boucle HTA (Je3) ou des travaux sur site (J3).	500€ par jour calendaire de retard
P3	Retard sur les travaux de raccordement, essais ou mise en service (J3 à Je5), induisant un décalage de la réception du marché.	500€ par jour calendaire de retard
P4	Absence de suivi et/ou non-respect des engagements en termes de maîtrise de l'environnement	100€ pour chaque constat d'écart observé lors des réunions de suivi.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- plafonnées à 10 % du montant total du marché (y compris options levées),
- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	11/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé préjudice.

### **ARTICLE 13 : QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT**

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. À cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

Les clauses de protection des informations sont détaillées dans l'annexe 3 du présent document.

### **ARTICLE 14 : BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES)**

#### **14.1 PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE**

Le Titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>).

Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

#### **14.2 PENALITES POUR NON PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE**

En cas de défaut de publication sur le site de l'ADEME des documents visés à l'article 15.1 supra dans un délai de six mois maximum à compter de la notification du marché une pénalité de 100€ HT est appliquée de plein droit par jour de retard constaté.

### **ARTICLE 15 : RECEPTION-GARANTIE**

Les conditions de garantie applicables au Marché sont celles figurant aux Conditions Générales d'Achat du C.E.A (cf. chapitre 11 des CGA).

Les délais de garantie sont :

- De 1 (un) an pour la garantie de parfait achèvement
- De 2 (deux) ans pour la garantie de bon fonctionnement, des matériels et équipements.
- De 10 (dix) ans pour la garantie décennale.

Pour l'ensemble de ces garanties, le départ de la période de garantie est la réception du Marché.

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	12/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

En cas d'indisponibilité totale ou partielle des installations dans leurs fonctions nominales telles que définies au Marché du fait des ouvrages, partie d'ouvrages ou travaux réalisés par le TITULAIRE, ou en cas d'indisponibilité totale ou partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages dans leurs fonctions nominales telles que définies au Marché, pour une raison imputable au TITULAIRE pendant les périodes de garantie, les délais de ces garanties sont prolongés d'une durée égale à la durée de non disponibilité de l'installation, des ouvrages ou parties d'ouvrages.

L'expiration de ces délais, dans la mesure où les obligations résultant de ces garanties auront été remplies, sera constatée par procès-verbal signé par le TITULAIRE et par le C.E.A.

#### **ARTICLE 16 : JURIDICTION COMPETENTE**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au Marché, est de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.



Pour le CEA :  Date :	Signature :  Date :
Pour le Titulaire :	Signature :  Date :

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	13/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**ANNEXE 1 : DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRES (DPGF)**

Les soumissionnaires détailleront le prix de la prestation conformément au cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (fichier Excel four

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXXX/PG000	14/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## **ANNEXE 2 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL**

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

### **1. LA LEGISLATION ET LA REGLEMENTATION RELATIVES A L'HYGIENE ET LA SECURITE DU TRAVAIL ISSUES DU CODE DU TRAVAIL**

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

### **2. LA LEGISLATION ET LA REGLEMENTATION RELATIVES A LA RADIOPROTECTION** dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	15/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
  - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
  - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
  - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

### 3. RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ DE LA RÉGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	16/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

#### 4. LES HABILITATIONS – LES CERTIFICATIONS

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

#### 5. LES MODALITES D'ACCES AU CENTRE

##### 5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	17/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

Les jours de fermeture du Centre de Cadarache : les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

**6. LA SOUS-TRAITANCE**

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	18/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

### **ANNEXE 3 : PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES**

#### **Obligation de confidentialité**

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

#### **Gestion des informations du CEA**

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense<sup>1</sup>, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

##### **➤ DIFFUSION ORDINAIRE**

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

##### **➤ DIFFUSION RESTREINTE**

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrage par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

<sup>1</sup> Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	19/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(\*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	20/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**ANNEXE 4 : PLANNING DU TITULAIRE**

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B25-03243-TEL	4000XXXXX/PG000	21/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	